



Distr.: Générale
14 juillet 2008



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Français
Original : Anglais

Groupe de travail spécial à composition non limitée sur le mercure

Deuxième réunion

Nairobi, Kenya

6–10 octobre 2008

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

**Examen et évaluation des options possibles pour intensifier
les mesures à caractère volontaire, ainsi que des instruments
juridiques internationaux, nouveaux ou existants.**

**Informations sur les ressources financières existantes pour gérer
le problème du mercure par le biais de mécanismes de
financement internationaux**

Rappel

1. Par sa décision 24/3 IV sur la gestion des produits chimiques, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement a créé un groupe de travail spécial à composition non limitée constitué de représentants de gouvernements, d'organisations régionales d'intégration économique et de parties prenantes pour examiner et évaluer les options de nature à améliorer les mesures volontaires et les instruments juridiques internationaux nouveaux ou existants permettant de traiter les problèmes soulevés par le mercure au niveau mondial.
2. Le Groupe de travail spécial à composition non limitée, à sa première réunion, a prié le Secrétariat d'entreprendre des travaux en vue de préparer la deuxième réunion du Groupe de travail. En particulier, il est demandé au Secrétariat de compiler des informations sur un certain nombre de sujets.
3. Le Secrétariat est prié, entre autres, de fournir des informations sur le financement actuellement dégagé dans le cadre du Fonds pour l'environnement mondial, de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques et d'autres mécanismes de financement pour gérer le problème posé par le mercure, et notamment pour améliorer les connaissances sur des aspects tels que les inventaires, l'exposition des hommes et de l'environnement, la surveillance de l'environnement et les impacts socio-économiques.

* UNEP(DTIE)/Hg/OEWG.2/1.

4. Le Secrétariat s'est tourné vers les secrétariats du Fonds pour l'environnement mondial, de la Banque mondiale et de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques pour obtenir ces informations. Le Secrétariat de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques a fourni des informations sur les possibilités de financement provisoire dans le cadre de l'Approche stratégique et, à partir des sources d'informations existantes, le Secrétariat a fait le résumé des possibilités de financement au titre du Fonds pour l'environnement mondial et d'autres sources de financement.

I. Financement actuellement dégagé pour améliorer les connaissances sur des aspects tels que les inventaires, l'exposition des hommes et de l'environnement, la surveillance de l'environnement et les impacts socio-économiques

A. Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques

5. Les activités initiales de renforcement des capacités pour la mise en œuvre des objectifs de l'Approche stratégique sont menées dans le cadre du Programme de démarrage rapide de l'Approche stratégique. Les priorités stratégiques définies par la Conférence internationale sur les produits chimiques, organe qui a adopté l'Approche stratégique, soulignent que le Programme de démarrage rapide doit mobiliser les ressources en faveur des activités habilitantes initiales prioritaires au niveau national en tenant compte des domaines d'intervention définis à la section IV de la Stratégie politique globale, notamment en ce qui concerne les priorités stratégiques suivantes :

a) L'élaboration ou l'actualisation des profils chimiques nationaux et l'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités pour une gestion rationnelle des produits chimiques;

b) La mise en place et le renforcement des institutions, plans, activités et programmes nationaux de gestion des produits chimiques en vue de la mise en œuvre de l'Approche stratégique, compte tenu des activités de mise en œuvre des initiatives et accords internationaux relatifs aux produits chimiques;

c) La réalisation d'activités d'analyse, de coordination interinstitutionnelle et de participation du public de nature à faciliter la mise en œuvre de l'Approche stratégique en permettant d'intégrer – c'est-à-dire de prendre systématiquement en compte – la gestion rationnelle des produits chimiques dans les stratégies nationales, et, ainsi, d'éclairer les priorités en matière de coopération dans le cadre de l'aide au développement.

6. L'élaboration d'inventaires et les autres initiatives tendant à intégrer les activités liées au mercure dans les stratégies nationales pourraient donc être financées à court terme dans le cadre du Programme de démarrage rapide. La mise au point d'approches favorisant une gestion écologiquement rationnelle du mercure dans le cadre des stratégies nationales pourrait également être financée au titre du Programme de démarrage rapide.

7. Il convient toutefois de noter que le Programme de démarrage rapide est conçu comme un programme de durée limitée. La date limite pour le dépôt des propositions de projet est le 30 novembre 2011 et la date de clôture du déboursement des fonds au titre du Programme est le 30 novembre 2013. En outre, bien que les gouvernements et les représentants de la société civile puissent soumettre une proposition de projet, la participation des pays est limitée à un projet national et un projet multi-pays ou un projet de la société civile sur la durée de vie totale du Programme de démarrage rapide, sachant toutefois qu'un gouvernement qui a bénéficié d'un financement pour un projet de petite taille (100 000 dollars) peut être éligible pour un autre projet. 51 projets gouvernementaux ayant été approuvés au titre des quatre premiers cycles du Programme de démarrage rapide, le nombre de pays en développement et de pays à économie en transition pouvant encore bénéficier de l'assistance du Fonds d'affectation spéciale demeure limité.

B. Le Fonds pour l'environnement mondial

8. Comme indiqué dans le document sur les considérations financières (UNEP(DTIE)/Hg/OEWG.2/3), il est possible d'obtenir un financement par le biais de différents créneaux qu'offre le Fonds pour l'environnement mondial, notamment le domaine d'intervention relatif aux eaux internationales et la question transversale de la gestion rationnelle des produits chimiques, qui appuie les projets intégrés dans les domaines d'intervention relatifs à la biodiversité, les changements climatiques, les eaux internationales et la dégradation des terres.

9. Peu d'activités ont toutefois été entreprises dans le domaine d'intervention relatif aux eaux internationales car le financement disponible s'est avéré extrêmement limité. La question transversale de la gestion rationnelle des produits chimiques impose aux projets de viser directement la réalisation de bénéfices environnementaux au niveau mondial dans le cadre d'un projet spécifique relevant de l'un des six domaines d'intervention. Les projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre émanant de la combustion du charbon contribueront également à réduire les émissions de mercure, mais il existe peu d'autres opportunités de financement au titre de cette question transversale en faveur des activités directement liées à la gestion des problèmes posés par le mercure.

10. En outre, l'obligation de générer des bénéfices environnementaux à l'échelle mondiale rend l'issue de tout recours au Fonds pour l'environnement mondial pour financer l'amélioration des connaissances très incertaine. Contrairement à la formulation des plans nationaux de mise en œuvre dans le cadre de la Convention de Stockholm, l'élaboration d'inventaires nationaux a, de façon évidente, un lien direct beaucoup moins clair avec l'idée de bénéfice à l'échelle mondiale; les projets dans ce domaine ont donc peu de chances d'être approuvés.

C. La Banque mondiale

11. Les projets de développement ayant un impact sur l'environnement peuvent bénéficier du financement de la Banque mondiale. Les projets liés aux émissions de mercure font partie du groupe de projets relevant du domaine de la gestion de la pollution et de la santé de l'environnement. Les projets environnementaux financés pour la partie écoulée de 2008 ont concerné la décontamination des sols pollués par le pétrole, un projet de désulfuration des fumées et plusieurs projets portant sur l'approvisionnement en eau et la gestion des eaux usées. Tous ces projets pourraient intégrer à leur champ d'application, au cours de la phase de conception, un volet sur le contrôle des émissions de mercure.

12. Les projets coopératifs et transversaux portant sur différents aspects de la pollution et sur les solutions possibles peuvent être éligibles au financement de la Banque mondiale, selon les activités spécifiques proposées. Il paraît néanmoins difficile de consacrer directement ce financement aux efforts visant l'amélioration des connaissances. Les activités telles que la mise en place d'inventaires des bâtiments, la surveillance de l'environnement et la recherche sur l'exposition de l'homme et de l'environnement ou sur les impacts socio-économiques ne pourraient prétendre à un financement qu'en faisant partie d'un projet dont l'impact direct sur l'environnement est démontré.

II. Mesure proposée

13. Les participants à la réunion souhaiteront peut-être tenir compte des éléments ci-dessus lors de l'examen des sources provisoires de financement.
